

2x NON aux initiatives phytos extrêmes

Comité contre les initiatives phytos extrêmes

Conférence de presse du comité national contre les initiatives phytos extrêmes du 9 mars 2021

Non à un tel autogoal !

Discours de Fabio Regazzi, conseiller national, président de l'Union suisse des arts et métiers

À première vue, l'image semble idyllique : les paysans ont renoncé aux pesticides ; leurs animaux se nourrissent de fourrage produit à la ferme. Ou encore : toutes nos cultures sont biologiques, et nous n'importons que des aliments biologiques. À y regarder de plus près, force est de constater qu'il ne s'agit pas d'une image idyllique, mais d'une belle illusion. La bulle éclate au plus tard au moment d'aborder les répercussions concrètes.

L'initiative pour l'eau potable fixe des exigences inatteignables pour de nombreuses exploitations, et son bénéfice pour l'environnement est nul, comme vous allez encore le remarquer aujourd'hui. Une production dépourvue de tout moyen de protection présente le risque de subir des pertes majeures, voire totales selon les conditions météorologiques. Des pertes pareilles, les familles paysannes ne peuvent tout simplement pas les assumer en tant qu'entrepreneuses indépendantes. Sans compter que nous allons assister à une explosion du gaspillage alimentaire. Qui plus est, rares sont les exploitations élevant volailles et porcs qui disposent de terres arables suffisantes pour nourrir leurs animaux en totale autarcie. En d'autres termes, la production connaîtrait un recul massif en Suisse. Comme nous, les Suisses, avons quand même besoin de nourriture, nous serions obligés de compenser les baisses de la production par des importations supplémentaires. Et tant qu'à faire, si nous importons, autant importer des produits transformés. Le secteur de la transformation n'aura alors plus aucune raison d'être en Suisse.

Des pertes dramatiques surviendraient donc non seulement à l'échelon de la production agricole, mais aussi dans les secteurs en amont et surtout en aval. Le secteur agricole et alimentaire représente plus de 300 000 emplois. Environ 160 000 d'entre eux dépendent directement de la production alimentaire indigène.

En ce qui me concerne, l'initiative antipesticides m'inquiète aussi. Une Suisse 100 % bio, alors qu'un peu plus de 10 % des produits vendus sont issus de l'agriculture biologique aujourd'hui ? Si nous produisons et vendons en faisant fi de la demande à ce point, nul besoin d'être devin pour savoir ce qui se passera : la plupart des consommateurs ne pouvant pas se permettre ou ne voulant pas de ces produits, nous allons favoriser l'essor du tourisme d'achat. Et les clients ne traversent pas la frontière que pour faire leurs courses, mais aussi pour acheter tout ce dont ils ont besoin.

Notre secteur agricole et alimentaire ne serait pas le seul à en pâtir ; toutes les entreprises commerciales et tous les magasins en Suisse seraient concernés. Or, ceux-ci ont déjà dû endurer beaucoup de choses au cours des douze derniers mois en raison de la pandémie, ils sont mal en point sur le plan économique. Prenons soin d'eux, des arts et métiers de notre pays et, ce faisant, de nous tous. C'est pourquoi l'Union suisse des arts et métiers a décidé à la quasi-unanimité de recommander le non à ces deux initiatives extrêmes. Tout autre choix reviendrait à se mettre un autogoal.